

Brexit : cinq ans après, le Royaume-Uni fait son grand retour dans le programme Erasmus

L'annonce du retour du Royaume-Uni dans le programme d'échange universitaire est intervenue ce mercredi. Elle s'inscrit dans le cadre du « nouveau départ » de la relation avec l'Union européenne. Au passage, Londres obtient un sérieux rabais...



Les étudiants européens participant à Erasmus pourront bientôt s'adonner au « punting » en pensant à E.M. Forster sur la rivière longeant King's College, à Cambridge. (Photo iStock)

Par **Nicolas Madelaine**

Les Echos 18.12.2025

Publié le 17 déc. 2025 à 09:30 | Mis à jour le 17 déc. 2025 à 19:12

Le Royaume-Uni s'apprête à réintégrer le programme européen d'échanges universitaires Erasmus +, qu'il avait quitté il y a près de cinq ans dans la foulée du Brexit. Londres a fait **cette annonce** ce mercredi. Cette décision s'inscrit dans le cadre du **nouveau départ (« reset ») avec l'Union européenne** régulièrement évoqué par le Premier ministre travailliste Keir Starmer, afin d'ouvrir un nouveau chapitre post-Brexit. Un

accord passé avec Bruxelles ouvre la voie à la participation des étudiants britanniques au programme à partir de 2027.

Erasmus, rebaptisé Erasmus + en 2014, permet aux étudiants européens de passer une année dans une université d'un pays partenaire aux mêmes frais que dans leur établissement d'origine. Les prochains mois devraient être consacrés à s'accorder sur les questions de visas et de frais de scolarité.

Contribution financière

Selon certaines sources, les formalités migratoires pour les étudiants Erasmus venant outre-Manche devraient être définies dans l'accord de mobilité des jeunes (Youth mobility scheme) également discuté à la faveur du « reset ». Les discussions sur ces sujets délicats sont en cours, sans échéance précise. A priori, les étudiants européens du continent n'auraient pas à payer de frais supplémentaires aux universités britanniques. « Sinon, Bruxelles aurait accepté l'inacceptable », dit cette source.

Le Royaume-Uni [a quitté Erasmus](#), auquel il participait depuis 1987, lorsqu'il est sorti de l'UE, début 2021. Les discussions pour le réintégrer se focalisaient notamment sur la contribution financière à payer par le Royaume-Uni.

« Le Royaume-Uni a négocié des conditions financières qui établissent un juste équilibre entre notre contribution et les avantages offerts par le programme, notamment une réduction de 30 % par rapport aux conditions par défaut prévues dans [l'Accord de commerce et de coopération \[de fin 2020\]](#), dit Londres. La contribution du Royaume-Uni pour 2027 s'élèvera à environ 570 millions de livres pour l'année universitaire 2027/28 ». La contribution sera à nouveau soumise à négociations ensuite pour une période pluriannuelle et la réduction de 30 % pourrait ne plus s'appliquer, selon le « Times ».

La recherche facilitée

La Grande-Bretagne avait financé le programme à hauteur de 1,2 milliard de livres en cumulé entre 2015 et 2019, rapporte le « Financial Times ». Au moment du Brexit, le Premier ministre Boris Johnson avait estimé que son pays n'en avait pas pour son argent, car les étudiants britanniques étaient alors selon lui moins intéressés par ce programme. Cette décision avait suscité la consternation chez les étudiants et les acteurs de l'enseignement supérieur au Royaume-Uni.

Lors de la dernière année complète d'Erasmus avant le Brexit, en 2018-2019, 18.300 étudiants britanniques étaient partis en Europe continentale et 30.000 étudiants européens avaient traversé la Manche. Le coût net pour le contribuable au Royaume-Uni avait été de 200 millions, mais c'est sans compter l'impact bénéfique sur l'économie britannique et les universités, **dont les finances sont périlleuses outre-Manche.**

Alors que le Royaume-Uni a aussi réintégré le programme de recherche Horizon Europe en 2024, revenir dans Erasmus va fluidifier la circulation des chercheurs et les coopérations. Les universités britanniques vont aussi retrouver leur plein rôle dans les alliances d'universités européennes. Elles s'étaient substituées au soutien public disparu après le Brexit et avaient payé de leur poche pour continuer à en faire partie.

Avant même d'être officialisée, la nouvelle, qui a fuité mardi soir, a été rapidement saluée par l'enseignement supérieur et par le troisième parti politique du pays, les libéraux-démocrates (pro-européens), qui y voient « une première étape cruciale » vers une relation plus étroite avec l'UE. « Les accords d'aujourd'hui prouvent que notre nouveau

partenariat avec l'UE fonctionne », a affirmé le ministre des Relations avec l'UE, Nick Thomas-Symonds, qualifiant l'accord Erasmus + de « grande victoire pour nos jeunes ».

Plus de 100.000 bénéficiaires dès la première année

Le gouvernement britannique précise que l'accord crée des opportunités non seulement pour les étudiants, mais aussi pour les élèves du secondaire, les apprentis, les adultes en formation, les enseignants et les professionnels du sport. Il y aura des opportunités d'études à l'étranger mais aussi de jobs dans le cadre de formations.

Londres précise que l'accord concerne également les voyages scolaires, devenus plus difficiles depuis le Brexit. Là encore, les conditions pour les visas de voyage scolaire pourraient être précisées dans l'accord de mobilité pour la jeunesse. Plus de 100.000 élèves pourraient bénéficier du programme Erasmus + dès la première année, selon le gouvernement.

Echéance fixée à 2026 pour l'accord dans l'agroalimentaire et le marché carbone

En même temps qu'il a annoncé réintégrer Erasmus, le gouvernement britannique a révélé que Londres et Bruxelles s'étaient fixé une échéance à 2026 pour parvenir à un accord sur la simplification des contrôles sanitaires pour l'agroalimentaire et pour le rapprochement de leur marché carbone (dit ETS, pour Emissions Trading System).

Ce sont deux points clés de l'accord signé en mai dernier. Les deux blocs ont aussi lancé une « phase détaillée » de discussions sur l'éventualité d'une participation du Royaume-Uni au marché unique européen de l'électricité, annonce Londres.